

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**  
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION  
*Documents officiels*

DEUXIÈME COMMISSION  
10e séance  
tenue le  
jeudi 11 octobre 1990  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 10e SEANCE

Président : M. PAPADATOS (Grèce)

SOMMAIRE

RESPECT DES ENGAGEMENTS ET APPLICATION DES POLITIQUES DE COOPERATION INTERNATIONALE  
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT CONVENUS DANS LA DECLARATION SUR LA COOPERATION  
ECONOMIQUE INTERNATIONALE, EN PARTICULIER LA RELANCE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET  
DU DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.2/45/SR.10  
29 novembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 10.

RESPECT DES ENGAGEMENTS ET APPLICATION DES POLITIQUES DE COOPERATION INTERNATIONALE  
A. SERVICE DU DEVELOPPEMENT CONVENUES DANS LA DECLARATION SUR LA COOPERATION  
ECONOMIQUE INTERNATIONALE, EN PARTICULIER LA RELANCE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET  
DU DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (A/45/3, chap. III, sect. F)

1. M. NAVAJAS-MOGRO (Bolivie), parlant au nom du Groupe des 77, dit que la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, est une réalisation importante et que la communauté internationale doit appliquer, dès que possible, les différentes politiques et mesures qui y sont prescrites. C'est la seule façon de garantir l'efficacité de la coopération internationale pour le développement, qui devrait être mise en oeuvre dans un climat favorable au progrès de l'économie mondiale et caractérisé par l'accélération de la croissance et le développement des pays en développement.

2. Bien que plus de cinq mois se soient écoulés depuis l'adoption de la Déclaration, aucun changement important n'est encore intervenu dans la situation des pays en développement. Selon des informations fournies par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales, le taux de croissance économique des pays en développement en 1990 sera à son niveau le plus bas depuis 1983 et ne dépassera pas 2 %, ce qui signifie une baisse du revenu par habitant. De plus, rien ne montre qu'il y a un accroissement important des ressources fournies par les institutions multilatérales qui permettrait de compenser les effets négatifs des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel en cours dans la plupart des pays en développement ni que des progrès sont réalisés dans l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim dans de nombreux pays. Malgré les efforts de la communauté internationale pour réduire la dette extérieure des pays en développement, les projections récentes effectuées par le Fonds monétaire international (FMI) indiquent que la dette extérieure de ces pays augmentera de 9 % en 1991 par rapport à 1990 et s'élèvera à la fin de 1991 à 1 354 milliards de dollars des Etats-Unis. En outre, les pays exportateurs de produits primaires ont subi une baisse de 8 % des cours de ces produits, tandis qu'en 1989, l'aide publique au développement fournie par les pays développés aux pays en développement a baissé de 2 % en termes réels. En outre, après la première séance de fond du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Nairobi en août 1990, on peut dire que les négociations sur cette question ont progressé plutôt lentement, en particulier en ce qui concerne la fourniture de ressources financières nouvelles et supplémentaires, le libre accès aux techniques écologiquement rationnelles et le transfert de ces techniques à des conditions concessionnelles, préférentielles et sans restrictions.

3. Compte tenu de cette situation décourageante, il faut prendre d'urgence des mesures pour veiller à ce que la communauté internationale remplisse les engagements qu'elle a pris dans la Déclaration. Le Groupe des 77 présentera un projet de résolution sur cette question au moment opportun. L'adoption récente par

M. Navajos-Mogro (Bolivie)

consensus de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement montre clairement que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies souhaitent participer à une coopération internationale pour le développement qui soit plus productive et efficace. La Déclaration et la Stratégie internationale du développement étant essentiellement complémentaires, le Groupe des 77 espère que les accords conclus par la communauté internationale dans le cadre de la Stratégie du développement seront appliqués dès que possible.

4. M. PETRONE (Italie), parlant au nom de la Communauté européenne, dit que la mise en valeur des ressources humaines est devenue l'élément principal des stratégies et politiques de développement pour les années 90. Au niveau national, les pays doivent s'efforcer de restructurer les budgets publics afin de mettre l'accent sur les soins de santé primaires, l'enseignement primaire pour tous et les autres infrastructures sociales. Il faudrait accorder une attention particulière à l'amélioration de la condition de la femme, qui joue un rôle vital dans la vie économique et sociale des pays en développement. Il convient de trouver un juste équilibre entre les politiques nationales, notamment économiques et structurelles, et un climat économique international favorable à la croissance économique et au développement. Aucune assistance extérieure ne peut compenser des politiques nationales inefficaces, comme l'expérience de la décennie écoulée l'a clairement montré.

5. La Communauté européenne se félicite des résultats de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et réaffirme son plein appui à la Déclaration de Paris et au Programme d'action. Les Douze se sont engagés à appliquer de façon effective le Programme d'action sur la base de certains principes : la responsabilité première des pays les moins avancés quant à la formulation et l'application des politiques et priorités pour leur croissance et leur développement; l'accent mis sur la mise en valeur des ressources humaines et la participation populaire; le partage des responsabilités et le renforcement du partenariat; la nécessité d'un appui extérieur suffisant des pays développés aux pays les moins avancés; et la nécessité d'avoir des engagements mesurables et suffisamment transparents pour permettre le suivi et l'évaluation.

6. Le Sommet mondial pour les enfants a permis d'appeler l'attention sur les problèmes les plus urgents des enfants et des mères et de prendre acte des déclarations faites par les dirigeants du monde entier, qui se sont engagés à appliquer des politiques nationales et à coopérer avec les autres pays en vue d'améliorer la situation des enfants à travers le monde. Les participants au Sommet ont reconnu que la mise en valeur des ressources humaines était la pierre angulaire des stratégies du développement pour les années 90. Il convient de procéder à un suivi approprié du Sommet aux niveaux national et international afin que les engagements pris au plus haut niveau politique soient appliqués.

7. La Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement est l'exemple le plus récent d'activité visant à donner suite et à appliquer la Déclaration sur la coopération économique

M. Petrone (Italie)

internationale. Le document relatif à la stratégie fournit un certain nombre de directives concrètes qu'il convient d'adapter aux situations nationales particulières et met l'accent sur les possibilités que la détente actuelle dans les relations internationales offre quant à la réduction des dépenses militaires mondiales et à l'utilisation de ressources plus importantes pour lutter contre la pauvreté dans le monde.

8. Des progrès ont été réalisés lors de la réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Nairobi. Les problèmes de l'environnement comme le changement climatique, l'appauvrissement de la couche d'ozone, le déboisement, la pollution des mers et la perte de la diversité biologique ne peuvent être résolus sans une coopération internationale plus étroite et plus efficace et une action concertée. La Conférence est l'un des événements les plus importants et les plus stimulants pour la coopération économique internationale dans les années 90. Le lien entre l'environnement, la population et le développement est essentiel pour les stratégies de développement de la décennie, et la Communauté européenne attend avec intérêt de participer aux préparatifs de la Conférence.

9. Les événements dramatiques survenus dans la région du golfe Persique et leurs répercussions sur l'économie mondiale ont fait naître de graves préoccupations quant aux perspectives de croissance économique. La Communauté européenne a décidé de fournir une assistance financière aux pays les plus directement touchés par la crise du Golfe. Les Douze fourniront en particulier une assistance financière à court terme d'un montant de 1,5 milliard d'unités monétaires européennes (ECU) à l'Egypte, la Jordanie et la Turquie. La Communauté envisagera aussi la possibilité de fournir une assistance économique aux autres pays gravement touchés par la crise. Les Douze ont aussi affecté 130 millions d'ECU à la fourniture d'une assistance humanitaire aux réfugiés en provenance de la région touchée par la crise et ils se félicitent des mesures prises par les institutions financières internationales en vue de fournir une assistance financière aux réfugiés.

10. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées devraient jouer un rôle essentiel dans le processus de suivi et d'application de la Déclaration sur la coopération économique internationale. Cependant, afin de permettre à l'Organisation d'aider la communauté internationale à relever les défis des années 90, et notamment à répondre aux besoins des pays en développement, il convient d'améliorer son fonctionnement dans les domaines économique et social.

11. Les Douze considèrent que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale devraient procéder à un examen politique de l'application de la Stratégie internationale du développement et de la Déclaration sur la coopération économique internationale.

12. M. KAARIA (Finlande), parlant au nom des pays nordiques, dit que les engagements énoncés dans la Déclaration sur la coopération économique internationale sont le fruit d'une évaluation réaliste des événements passés et de la situation internationale actuelle. Les pays nordiques notent avec satisfaction

M. Kääriä (Finlande)

que la Déclaration indique clairement les responsabilités respectives des différents partenaires pour le développement - pays en développement, pays industrialisés, institutions spécialisées des Nations Unies et institutions financières internationales. La prise en compte des préoccupations et questions environnementales ayant trait à la mise en valeur des ressources humaines renforce le réalisme de la Déclaration. La Déclaration elle-même n'expose que les grands principes relatifs aux politiques nationales et à la coopération internationale; leur validité sera mise à l'épreuve par l'engagement de chacun des pays en développement à élaborer ses politiques et à fixer ses priorités et par l'engagement de la communauté internationale à appuyer les pays en développement.

13. Les pays nordiques considèrent que l'ajustement macro-économique accompagné de réformes structurelles est nécessaire, mais non suffisant pour lutter efficacement contre la pauvreté. Les nouvelles politiques économiques, combinées à l'accroissement du revenu intérieur, doivent viser à assurer une répartition plus équitable du revenu. Il faut trouver des moyens plus efficaces et plus abordables d'assurer les services sociaux et renforcer les politiques sociales, notamment celles concernant l'enseignement, la santé, la planification familiale, le logement et la sécurité sociale. En outre, les principes essentiels de la démocratie, les droits de l'homme et la participation massive des hommes et des femmes doivent bénéficier d'un rang de priorité élevé dans les politiques nationales.

14. De nombreux pays en développement n'ont pas la capacité institutionnelle de procéder aux changements nécessaires. La Banque mondiale et le FMI fournissent tous deux des services consultatifs et une assistance financière concernant l'élaboration et l'exécution de politiques économiques. L'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer dans l'application des engagements et des principes de la Déclaration sur la coopération économique internationale et de la Stratégie internationale du développement pour les années 90. L'Organisation est particulièrement qualifiée pour jouer un rôle dirigeant dans le développement de l'humanité au sens large et la lutte contre la pauvreté. Cependant, pour que le système des Nations Unies puisse fournir l'appui institutionnel et les conseils nécessaires, il convient de réexaminer et d'adapter son dispositif institutionnel. Les pays nordiques sont disposés à coopérer pleinement à cet égard.

15. M. DJOGHLAF (Algérie) dit que la Déclaration sur la coopération économique internationale a identifié plusieurs mesures pratiques : une solution rapide et durable à l'endettement extérieur des pays en développement, avec son corollaire, le transfert net négatif de ressources financières; des apports extérieurs de moyens financiers à des conditions de faveur qui permettraient de répondre aux besoins de croissance des pays en développement; l'amélioration de l'environnement économique international, grâce à la réduction des déséquilibres mondiaux et à la prise en compte des intérêts des pays en développement lors de la coordination des politiques macro-économiques; la création d'un système d'échanges ouvert et équitable, ainsi que l'encouragement aux efforts de diversification et de modernisation des économies des pays en développement; l'inscription du processus de développement dans une optique à long terme qui irait au-delà de l'ajustement à court terme; le soutien aux efforts déployés par les pays en développement en vue

M. Djoghlaïf (Algérie)

de constituer des capacités endogènes dans les domaines scientifiques et techniques; l'encouragement aux processus d'intégration économique régionale et le renforcement du rôle des organismes du système des Nations Unies pour la relance économique des pays en développement.

16. Cet engagement politique ne peut produire ses effets sans l'adoption de mesures concrètes. La septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en juillet 1987, a également fait de la réactivation de la croissance économique et du développement son objectif exclusif, mais 40 mois après l'adoption de son acte final, sa mise en oeuvre effective n'a pas encore été réalisée. Il est réconfortant de noter l'adoption à l'unanimité du projet de stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, même s'il aura lui aussi à passer l'épreuve de la mise en oeuvre des engagements convenus. Il est essentiel que l'engagement politique convenu à l'issue de la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale soit respecté : il est extrêmement décourageant de noter que l'engagement convenu en matière de transfert de ressources additionnelles à des conditions favorables au profit des pays en développement engagés dans la lutte contre la dégradation de l'environnement semble être remis en cause quelques mois à peine après son adoption. Il est évident que le strict respect de cet engagement et de celui ayant trait au transfert de technologie à des conditions non commerciales en faveur des pays du Sud est essentiel pour garantir le succès de la prochaine conférence sur l'environnement et le développement. La Deuxième Commission, ayant apporté sa contribution avant la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale, se doit d'apporter maintenant une contribution après la tenue de celle-ci, afin d'éviter que cette déclaration ne subisse le même sort que les autres déclarations en souffrance de mise en oeuvre.

17. M. MINAEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la Déclaration sur la coopération économique internationale est un document politique important qui réunit les principes de base régissant les relations économiques entre Etats. La session extraordinaire et le débat général au sein de la Deuxième Commission ont montré que les Etats Membres étaient de plus en plus ouverts à la coopération économique basée sur le partenariat et libérée de l'idéologie de l'ère de la confrontation. Le désir de surmonter la division économique entre le Nord et le Sud et entre l'Est et l'Ouest et de trouver les moyens efficaces d'intégrer les économies nationales dans l'économie mondiale gagne progressivement du terrain.

18. La Déclaration est le premier document important de l'Organisation des Nations Unies dans lequel la communauté internationale appuie à l'unanimité l'intégration des pays d'Europe orientale dans l'économie mondiale. Outre des conditions extérieures favorables, cela nécessitera des efforts intenses de la part de chacun des pays pour mener à bien une restructuration radicale de son économie et modifier fondamentalement ses relations économiques extérieures. L'Union soviétique est tout à fait consciente de la portée et de la complexité de ces questions, et elle attache une grande importance à leur solution. Le Soviet suprême, y compris le Comité de la réforme économique dont l'orateur est le Secrétaire, s'efforce actuellement d'améliorer la législation économique

M. Minaev (URSS)

soviétique. Le Comité de la réforme économique tire parti, dans le cadre de ses activités, des connaissances spécialisées des organes et organismes du système des Nations Unies.

19. En appliquant la Déclaration sur la coopération économique internationale, les Etats Membres et les organisations internationales doivent accorder une attention particulière aux mesures spécifiques requises pour assurer l'ouverture de l'économie, l'interdépendance des économies nationales et de l'économie mondiale, la mise en place d'une coordination macro-économique tenant compte des intérêts de tous les pays, l'accès à des techniques modernes écologiquement rationnelles, la réduction par tous les pays de leur budget militaire comme moyen d'accélérer le développement des économies nationales et de l'économie mondiale dans son ensemble, et la responsabilité de tout Etat à l'égard de ses politiques économiques et de leurs conséquences internationales. Le Secrétaire général pourrait, en consultation avec le Comité administratif de coordination (CAC), élaborer des recommandations pratiques - tant pour les Etats Membres que pour l'ensemble du système des Nations Unies - sur les moyens d'appliquer ces principes.

20. Il serait bon aussi d'examiner régulièrement l'application de la Déclaration, peut-être une ou deux fois par an, lors des sessions d'été du Conseil économique et social à la Deuxième Commission. La coordination de l'ensemble de cette opération serait facilitée par la tenue, au cours des deux ou trois prochaines années, d'une réunion commune du Comité du programme et de la coordination (CPC) et du Comité administratif de coordination (CAC), pour examiner cette question. Cela est particulièrement important parce que de nombreuses dispositions de la Déclaration impliquant la participation d'un grand nombre d'organes et d'organismes des Nations Unies, ainsi que de leurs secrétariats respectifs, à l'application de la Déclaration. Les mesures pratiques visant à appliquer les principes contenus dans la Déclaration devraient être coordonnées avec la tâche plus générale visant à assurer l'universalisation véritable de toutes les activités économiques de l'Organisation des Nations Unies.

21. M. ZHANG Yesui (Chine) dit que l'adoption de la Déclaration sur la coopération économique internationale constitue un événement important. Au moment où l'économie de la majorité des pays en développement est en léthargie ou en régression, et où s'élargit le fossé entre le Nord et le Sud, la Déclaration représente une mesure constructive pouvant renforcer la coopération économique internationale et le dialogue. La question de savoir si elle pourra jouer le rôle qui lui a été assigné est liée à celle de savoir si elle pourra être efficacement mise en oeuvre. Tous les pays, et en particulier les pays développés, doivent s'efforcer de concrétiser les engagements pris et les politiques adoptées. Les institutions spécialisées des Nations Unies doivent en particulier élaborer des programmes précis et réalisables pour donner effet à la Déclaration dans leurs domaines de compétence respectifs et rendre compte, périodiquement ou occasionnellement, des mesures prises au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. La Chine espère par ailleurs que le Secrétaire général continuera à accorder de l'importance à l'application de la Déclaration.

22. M. WOLFF (Colombie) dit que les pays en développement espèrent que les engagements pris par toutes les parties dans la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire deviendront réalité. En effet, ces pays se sont engagés à mettre en oeuvre des politiques nationales qui leur permettent de maîtriser les tendances inflationnistes, de favoriser l'épargne intérieure, de créer un climat favorable aux investissements nationaux et étrangers, de moderniser leur économie et d'accroître leur compétitivité sur les marchés internationaux. Les pays développés, en ce qui les concerne, doivent procéder aux modifications structurelles nécessaires pour rééquilibrer l'économie internationale et qui tiennent compte, au niveau macro-économique, des intérêts et des préoccupations de tous les pays, en particulier des pays en développement. Tous les pays attendent avec intérêt les mesures que les pays développés prendront afin de corriger les déséquilibres extérieurs et budgétaires, promouvoir une croissance soutenue et non inflationniste, réduire les taux d'intérêt réels, stabiliser les taux de change et rendre les marchés plus accessibles.

23. Le bilan des mois écoulés depuis l'adoption de la Déclaration est dans une certaine mesure positif, mais donne également lieu à de graves inquiétudes. La décision prise par la majorité des pays en développement de mettre en oeuvre des programmes d'ajustement douloureux n'a pas suscité de réaction correspondante de la part du monde développé. Les grands pays n'ont pratiquement rien fait pour corriger les déséquilibres intérieurs de leur économie. Ainsi, il est inexplicable que certains pays développés offrent des taux spéculatifs de rendement de l'investissement de 12 %, voire de 14 %, alors que leur taux d'inflation n'est pas supérieur à 5 %. Dans le domaine des politiques nationales, tous les pays, et non pas seulement les pays en développement, ont encore beaucoup à faire.

24. Les pays en développement accueillent favorablement certaines initiatives que le Gouvernement des Etats-Unis a annoncées afin de réduire son énorme déficit budgétaire. Ils se félicitent également de la nouvelle initiative pour les Amériques annoncée par le Président Bush. Malheureusement, les choses sont moins nettes sur d'autres plans. Les pays en développement ont ouvert leur économie sans obtenir de contre-partie de la part du monde développé. Les difficiles négociations d'Uruguay sont le meilleur exemple de l'absence de détermination à renforcer les exportations des pays en développement. Le spectre du protectionnisme et de la discrimination hante les centres de décision des pays développés.

25. Il est par ailleurs vital de prendre des mesures pour résoudre les problèmes de l'endettement. Si, dans les deux années à venir, aucune solution définitive et durable n'est apportée à ce problème, la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire sera tout à fait dénuée de signification.

26. En ce qui concerne la question des ressources nécessaires au financement du développement des pays en développement, il est dit au paragraphe 27 de la Déclaration que les pays développés doivent s'acquitter de l'engagement qu'ils ont pris de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement et 0,15 % à



M. Wolff (Colombie)

l'assistance aux pays les moins avancés. La réalité est tout à fait déprimante dans ce domaine. Alors qu'ils connaissaient la prospérité financière, les pays développés, au lieu d'accroître leur assistance financière, en ont diminué le taux de croissance. Deux mois seulement après l'adoption de la Déclaration par la dix-huitième session extraordinaire, ils appliquent des critères de décaissement de l'aide sans rapport avec la réalité, à plus forte raison avec la priorité consistant à relancer la croissance et le développement des pays en développement.

27. Les pauvres du monde, dont on parle tant, souhaitent qu'on passe de la parole aux actes et des promesses aux décisions. Les pays développés comme les pays en développement sont tenus de remplir leurs engagements. Ils ne peuvent pas se permettre d'échouer une fois de plus.

28. M. CAMARA (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) dit que l'adoption de la Déclaration par la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale constitue un jalon dans la formation du consensus mondial concernant la promotion de la coopération économique internationale. Etant donné l'importance de l'agriculture pour l'économie de la plupart des pays en développement, elle a un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des objectifs de la Déclaration. Nombre de programmes et d'activités de la FAO aident les Etats Membres à atteindre ces objectifs. C'est ainsi que la demande d'assistance technique dans le domaine de l'analyse des politiques et en matière de services consultatifs a beaucoup augmenté ces dernières années, à mesure qu'un nombre croissant de pays mettaient en place des programmes d'ajustement structurel. Les activités de la FAO sont concentrées sur les domaines suivants : évaluation de l'impact de l'ajustement structurel sur les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture; assistance aux pays pour les aider à se préparer en vue des négociations concernant les programmes d'ajustement; examen des politiques et des résultats sectoriels et sous-sectoriels; création d'institutions; formation à l'analyse agricole; et mobilisation de ressources pour l'investissement dans l'agriculture et le secteur rural.

29. En collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales, la FAO fournit également une assistance technique au titre de la coopération économique et technique entre pays en développement, tandis que les activités exécutées au titre des programmes de terrain comportent notamment une évaluation régionale de l'avantage comparatif de certaines cultures ou produits agricoles.

30. Le Comité des produits de la FAO examine régulièrement les questions touchant la politique relative aux échanges agricoles. Le protectionnisme agricole figure depuis plus de 10 ans en bonne place à son ordre du jour. Par l'intermédiaire de ses groupes intergouvernementaux de produits, le Comité des produits suit l'évolution des politiques commerciales, du protectionnisme et des mesures prises pour réduire les obstacles au commerce d'un grand nombre des produits agricoles les plus importants. Les recommandations des organes directeurs de la FAO concernant le système commercial multilatéral sont conformes aux dispositions du paragraphe 32 de la Déclaration.

M. Camara

31. Par ailleurs, la FAO prête un appui technique aux Négociations d'Uruguay, notamment en fournissant des statistiques ou des documents analytiques, et en participant aux réunions de différents groupes de négociation, et elle fournit une assistance technique aux pays pour les aider à élaborer leurs vues sur les questions en cours de négociation.

32. Les groupes intergouvernementaux de produits appuient fermement le rôle central joué par les produits d'exportation, souligné au paragraphe 33 de la Déclaration. Il est à présent tout à fait probable que, le Fonds commun pour les produits de base devenant opérationnel, les groupes intergouvernementaux deviendront associés, au titre du deuxième compte du Fonds commun, au parrainage de mesures et de projets concernant la recherche-développement, l'amélioration de la productivité et de la commercialisation des produits de base.

33. En novembre 1989, la Conférence de la FAO a mis au point des directives concrètes pour renforcer les programmes de la FAO touchant la protection de l'environnement et la promotion du développement durable. En collaboration avec le Gouvernement néerlandais, la FAO organise une conférence sur l'agriculture et l'environnement qui aidera à préparer les apports de la FAO à la Conférence de 1992 sur l'environnement et le développement.

34. Mme ORTEGA (Etats-Unis d'Amérique) dit que la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire est un document ambitieux qui s'attache à poser des principes en demandant aux Etats membres d'accélérer les mesures qu'ils prennent en vue de promouvoir la coopération économique internationale au service d'une croissance soutenue de l'économie mondiale et, en particulier, d'assurer la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement. Le fait que les Etats ont pu dégager un consensus sur une déclaration ferme et significative de cette nature représente une nouvelle expression importante de l'idée qu'ils se font du développement économique. Les Etats-Unis appuient la mise en oeuvre des engagements et des politiques en matière de coopération internationale pour le développement qui sont convenus dans la Déclaration.

35. Les Etats-Unis ont montré par des exemples récents l'intérêt qu'ils portent à la mise en oeuvre de mesures du type de celles que la Déclaration prescrit. Au mois de juin, ils ont annoncé une initiative pour les Amériques, qui est une nouvelle initiative économique de vaste portée pour les années 90, reposant sur l'idée que la prospérité de l'hémisphère dépend de la libéralisation des échanges, de l'accroissement des investissements et de l'allègement de la dette extérieure. Les pays de la région ont réagi avec enthousiasme à cette initiative destinée à s'attaquer aux problèmes connexes des échanges, des investissements et de la dette.

36. Les Etats-Unis estiment que la tendance favorable aux réformes économiques augure bien des efforts faits par les pays en développement pour obtenir une croissance et un développement durables. Les Etats-Unis se sont joints au consensus concernant la Déclaration pour exprimer leur souhait de voir s'instaurer l'harmonie universelle et leur appui aux aspirations du monde en développement.

Mme Ortega (Etats-Unis)

Naturellement, les nombreux problèmes liés à la croissance et au développement dans le monde ne sont pas résolus, mais ils sont abordés dans une atmosphère de coopération qui augure bien de l'avenir.

37. M. MINET (Organisation internationale du Travail) dit que l'OIT espère contribuer à la relance de la croissance et du développement dans les années 90 en envisageant de prendre des mesures concrètes qui seront appliquées pour donner effet aux dispositions de la Déclaration, et conformément à son mandat de base.

38. La question des ressources humaines est un secteur prioritaire pour l'OIT et celle-ci exécute d'ores et déjà des programmes qui correspondent aux différents points soulevés dans la Déclaration. L'OIT examinera l'application de la Déclaration à sa réunion de février 1991 dans le cadre de l'application de la stratégie internationale du développement adoptée récemment.

39. Dans la déclaration qu'il a faite devant la dix-huitième session extraordinaire, le Directeur général de l'OIT a dit que le nouveau climat de coopération offrait une chance exceptionnelle aux institutions spécialisées des Nations Unies de s'acquitter des fonctions pour lesquelles elles ont été créées. Etant donné l'étendue des activités et des responsabilités qui sont les leurs, il est indispensable de donner à leurs activités internationales la cohérence et l'harmonie qui est préconisée au niveau national et de mieux les intégrer conformément à un modèle commun qui concilie la nécessité de la rigueur économique avec celle de la justice sociale.

40. Conformément à l'espoir formulé par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale de voir la Déclaration susciter un débat fructueux et une analyse approfondie des problèmes en jeu et d'insuffler plus de cohérence à l'examen des politiques économiques et sociales, l'OIT demande instantanément aux organisations internationales d'oeuvrer pour harmoniser leurs programmes respectifs.

41. M. SERSALE di CERISANO (Argentine) dit, à propos du paragraphe 22 de la Déclaration sur la coopération internationale, que les grands pays industrialisés devraient chercher à réduire les déséquilibres monétaires et commerciaux d'une manière qui soit profitable aux pays en développement. Jusqu'ici, deux solutions seulement ont été envisagées pour combler l'important déficit commercial des Etats-Unis, à savoir : des restrictions d'ordre monétaire et fiscal dans le pays déficitaire et l'augmentation des dépenses dans les pays excédentaires (Japon et Allemagne). L'application de cette seconde solution - la plus prisée - entraînerait une nouvelle baisse des taux d'épargne des pays les plus démunis. L'Argentine a une troisième solution à proposer, à savoir l'augmentation des investissements dans les pays les plus touchés par la crise de la dette, importateurs traditionnels de biens d'équipement en provenance des Etats-Unis, ce qui permettrait de redresser la balance commerciale des Etats-Unis sans faire baisser le taux d'épargne mondial. Les perspectives en la matière ne se sont pas vraiment améliorées depuis la dernière réunion des sept grands pays industrialisés, dont les politiques économiques font toujours aussi peu de cas des intérêts des pays en développement.

M. Sersale di Cerisano (Argentine)

42. L'Argentine a entrepris un programme d'ajustements structurels afin de relancer sa croissance économique. Au nombre de ces ajustements figurent des réformes commerciales, des mesures de privatisation destinées à encourager l'afflux des capitaux étrangers et la promotion de l'initiative privée en matière d'investissement. Mais ces mesures ne porteront des fruits que si la communauté internationale fait ce qu'il faut pour résoudre les principaux problèmes macro-économiques.

43. Se référant aux paragraphes 26 et 27 de la Déclaration, M. Sersale di Cerisano déplore que peu de progrès aient été faits au sujet de la question de la dette et du financement du développement depuis les réunions annuelles du Fonds monétaire international. La crise du Golfe a encore aggravé le problème en poussant les principaux pays industrialisés à réagir par des compressions économiques à la hausse des prix du pétrole et aux pressions inflationnistes qui s'en sont suivies. La hausse des taux d'intérêt et le renforcement des restrictions commerciales sur les produits en provenance des pays en développement qui sont à prévoir affecteront directement la capacité de paiement de ces pays, à la fois en alourdissant le fardeau de la dette et en diminuant les recettes d'exportation. De nouveaux mécanismes financiers sont nécessaires pour atténuer les effets de la crise sur leur économie.

44. L'Argentine espère que les Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay seront couronnées de succès, mais certains pays appliquent des politiques qui empêchent la libéralisation du commerce international et sont contraires aux engagements pris à Punta del Este. L'octroi de subventions aux exportations de certains produits agricoles et d'autres mesures de nature protectionniste entravent les efforts que déploient les pays en développement pour appliquer les politiques nationales recommandées dans le paragraphe 23 de la Déclaration.

45. L'Argentine est convaincue que tous les pays doivent s'efforcer davantage de promouvoir l'économie de marché et l'ouverture économique et d'éliminer toutes les formes de protectionnisme. A cet égard, certains pays font preuve d'un manque d'esprit de suite en encourageant l'économie de marché tout en protégeant certaines branches fragiles de leur secteur de production. M. Sersale di Cerisano constate que seuls les pays du Sud ont respecté les engagements pris en matière de coopération économique internationale.

46. M. TURANSKIY (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que ce sont les importantes réformes politiques récemment intervenues dans le monde qui ont rendu possible l'adoption par consensus de la Déclaration sur la coopération économique internationale à la dix-huitième session extraordinaire. Le nouveau climat international a mis en évidence l'importance de l'interdépendance des nations en matière de développement économique et social et a amené les Etats à faire montre d'un plus grand sens des responsabilités face aux problèmes de caractère mondial.

47. L'Ukraine attache une grande importance au consensus qui s'est dégagé au sujet de la manière, recommandée dans la Déclaration, de s'attaquer aux problèmes auxquels se heurte l'Europe orientale. Elle a pris diverses dispositions politiques

M. Turianskiy (RSS d'Ukraine)

et législatives importantes visant à orienter son économie vers une économie de marché et à promouvoir son autonomie dans toutes ses activités économiques extérieures, pour répondre à l'appel lancé dans la Déclaration en faveur d'une intégration accrue des pays de l'Europe orientale au système économique mondial.

48. La délégation ukrainienne souligne, comme le fait la Déclaration, qu'il est urgent de déployer des efforts concertés pour aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes économiques et sociaux. Il faut que tous les pays respectent leurs engagements en faveur de la coopération économique internationale pour assurer l'intégration harmonieuse de leur économie dans l'économie mondiale et leur adaptation à l'évolution de l'ordre économique mondial.

49. La délégation ukrainienne appuie la priorité donnée dans la Déclaration aux problèmes de la dette extérieure et à l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement. Ces objectifs ne pourront être atteints que si les intérêts de tous les pays et régions sont pris en compte et intégrés dans le contexte global des relations socio-économiques, commerciales et techniques.

50. La République socialiste soviétique d'Ukraine appuie sans réserve l'appel lancé dans la Déclaration tant aux Etats Membres qu'à l'Organisation pour qu'ils appliquent des politiques globales visant à protéger et à améliorer l'environnement et elle espère que les dispositions de la Déclaration en la matière, qui ont été confirmées dans la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, auront des effets concrets dans l'intérêt de toutes les nations.

51. La délégation ukrainienne se félicite du rôle accru que joue l'Organisation des Nations Unies en matière de coopération internationale en vue de la relance de la croissance économique dans les années 90 et elle espère que l'adoption de la Déclaration permettra de régler plus rapidement les problèmes que posent la réorganisation structurelle et fonctionnelle du secteur social et économique de l'Organisation des Nations Unies et le renforcement de l'efficacité du Secrétariat.

52. M. KULKARNI (Inde) dit que les changements politiques qui se sont récemment produits dans le monde ont encore rehaussé l'importance de la dix-huitième session extraordinaire, qui a laissé espérer une relance de la coopération économique internationale. Les années 80 ont été marquées par une détérioration des conditions de vie dans les pays en développement et par l'aggravation de leurs problèmes économiques. Il est donc crucial de s'employer énergiquement à réaliser les objectifs de la Déclaration.

53. Les efforts visant à éliminer la pauvreté sont entravés par un climat économique international défavorable, et des mesures concrètes sont nécessaires pour renforcer les programmes de lutte contre la pauvreté. Il faut que les pays riches allouent davantage de ressources aux pays démunis, ce qui sera finalement dans l'intérêt de tous. La crise du Golfe a aggravé la situation des pays les plus pauvres, en imposant à leur économie déjà en difficulté un nouveau fardeau - augmentation des prix du pétrole, désorganisation des échanges commerciaux,

M. Kulkarni (Inde)

rapatriement de leurs nationaux et perte générale des revenus. Les pays industrialisés ont réagi avec enthousiasme à la réapparition de la démocratie dans diverses parties du monde mais l'aide internationale au développement des pays démunis n'a pas pour autant augmenté.

54. L'Inde appuie l'appel lancé dans la Déclaration en faveur d'une solution orientée vers la croissance pour régler le problème de la dette, solution qui permettrait aux pays en développement de contribuer à la croissance de l'économie mondiale au lieu d'y faire obstacle. Les mesures protectionnistes appliquées par certains des pays les plus riches risquent de priver le système commercial international des attributs de réciprocité, de dynamisme et de souplesse qui sont indispensables à son essor.

55. Il est paradoxal qu'à une époque d'ouverture croissante, certains pays répugnent à partager leur technique. Il est essentiel d'adopter une attitude plus libérale à l'égard du transfert des techniques pour permettre aux pays en développement de moderniser et de renforcer leur potentiel de croissance. Les pays en développement ne sont pas en mesure de lutter efficacement contre la dégradation de l'environnement s'ils n'ont pas les moyens techniques nécessaires à cette fin. Aussi l'Inde se félicite-t-elle des accords récemment conclus conformément auxquels des ressources supplémentaires ont été allouées à la protection de l'environnement dans les pays en développement et elle est convaincue que tous les problèmes d'ordre écologique doivent faire l'objet d'une coopération internationale continue.

56. Pour terminer, M. Kulkarni note que l'interdépendance des pays a toujours été profitable au monde dans son ensemble. Il exprime l'espoir que cette interdépendance ne se manifesterait pas seulement dans le domaine de la stratégie militaire mais donnera aussi aux États les moyens dont ils ont besoin pour lutter contre la pauvreté et le sous-développement.

57. M. VARGAS (Brésil) dit que les principes et les engagements consacrés dans la Déclaration constituent le fondement et le point de référence indispensables à toute négociation future en vue d'une action concertée pour la relance de la croissance économique et du développement. L'adoption de la Déclaration a montré que l'Organisation était capable de conclure des accords valables dans le domaine économique et a préparé la voie aux efforts renouvelés que fera l'Organisation des Nations Unies pour renforcer la coopération internationale en faveur du développement.

58. Puisque l'on s'accorde à penser que le multilatéralisme offre le meilleur mécanisme pour une telle coopération, il est essentiel d'appliquer la Déclaration dans les faits. La délégation brésilienne appuie donc la résolution 1990/54 du Conseil économique et social et elle est convaincue que la reprise des principes de la Déclaration dans les programmes de travail des institutions et programmes du système des Nations Unies contribuera beaucoup à renforcer le rôle de l'Organisation dans le domaine économique. Etant donné la représentativité de sa composition, le Conseil économique et social devrait jouer le rôle de catalyseur dans le suivi de l'application de la Déclaration.

M. Vargas (Brésil)

59. L'Assemblée générale pourrait faciliter ce processus en se faisant l'écho, dans ses résolutions et décisions, de la volonté politique de ses membres de prendre des mesures concrètes en vue de relever les défis que pose la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement. Toute politique nationale est vouée à l'échec si elle ne s'inscrit pas dans un contexte économique international favorable et, à cet égard, un effort sérieux visant à appliquer la Déclaration serait un premier pas dans la bonne direction.

60. M. PAULINICH (Pérou) dit que l'adoption de la Déclaration par consensus ouvre une nouvelle ère de la coopération économique internationale. Il constate avec plaisir que la communauté internationale a compris que la principale tâche des années 90 devait être de relancer la croissance économique et le développement des pays en développement. La réalisation de cet objectif exigera toutefois l'application intégrale des engagements et des politiques énoncés dans la Déclaration. Il faut que l'Assemblée générale charge le Secrétaire général de suivre l'application de la Déclaration par les gouvernements et divers organes et de faire rapport à l'Assemblée sur la question à sa quarante-sixième session.

61. Toute initiative de grande envergure visant à restructurer ou revitaliser les secteurs économique et social de l'Organisation des Nations Unies devra respecter les intentions de la dix-huitième session extraordinaire et de la Stratégie internationale du développement, récemment adoptée.

62. M. VAN BRAKEL (Canada) fait observer qu'on ne pourra mesurer toute l'importance de la Déclaration que dans quelques années, lorsqu'on pourra évaluer les résultats de son application par les gouvernements et les organismes multilatéraux. Il est néanmoins évident que la Déclaration marque un tournant dans le débat économique à l'ONU : la rhétorique usée du passé fait maintenant place à la volonté de trouver des solutions pratiques aux graves et complexes problèmes de développement.

63. La Déclaration contient un certain nombre de principes majeurs dont il devrait être tenu compte lors de son application. Elle prévoit, premièrement, que les Etats souverains sont responsables au premier chef de leur propre développement économique et, deuxièmement, que la communauté internationale doit apporter un appui suffisant aux politiques économiques rationnelles des pays en développement. La coopération internationale repose sur une claire définition de ce que l'on entend par politique nationale rationnelle. Il est vrai que toute situation particulière demande une approche différente, mais il est vrai aussi que des approches générales sont à envisager lorsqu'il s'agit d'équilibre budgétaire et extérieur, de protection de l'environnement et de mise en valeur des ressources humaines dans les sociétés démocratiques. Il y a lieu de se féliciter des convergences d'opinions qui se font jour à l'ONU en matière de politique économique, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour que l'Organisation joue un rôle majeur dans ce domaine.

M. Van Brakel (Canada)

64. La nécessité d'une coopération internationale efficace n'est plus à démontrer. Le fait que, depuis le début des années 70, le volume des échanges internationaux ait augmenté deux fois plus vite que le volume de la production mondiale montre que les pays et les systèmes de production deviennent de plus en plus interdépendants, ce qui est conforme à l'idée maîtresse de la Déclaration. La transformation rapide de l'économie mondiale demande de la part de tous les pays des remaniements constants, et la capacité d'adaptation est un élément déterminant du développement. On pourra donc évaluer le succès de la Déclaration à la manière dont chaque pays en particulier et la communauté internationale dans son ensemble mettront en pratique les vérités qu'ils ont si bien définies.

65. M. TAYEB (Arabie saoudite), exerçant son droit de réponse, se réfère aux arguments avancés à la 9e séance par le représentant de l'Iraq, pays qui a envahi le Koweït. La déclaration du représentant de l'Iraq selon laquelle la région du Golfe serait actuellement sous l'occupation de l'Occident est typique d'un régime qui déforme la vérité pour servir ses propres ambitions. Cette allégation témoigne des mauvaises intentions de ce régime et du mépris dans lequel il tient la communauté internationale. En réalité, ce sont 28 pays arabes et pays amis qui sont actuellement présents dans la région du Golfe; ils y sont venus pour la défendre à la demande des gouvernements légitimes de la région, en vue de préserver l'ordre international et les intérêts de tous les Etats, et de sauvegarder la sécurité internationale et les droits de l'homme.

66. Le régime iraquien a usé de violence contre le peuple et l'Etat du Koweït, et l'intention du Gouvernement iraquien de distribuer le pétrole gratuitement témoigne du mépris dans lequel il tient la communauté internationale. C'est en réalité l'occupation du Koweït par l'Iraq qui est responsable de la flambée des prix du pétrole, qui entrave les efforts de développement des pays en développement. En matière d'assistance humanitaire, le bilan de l'Iraq, qui consacre d'énormes ressources à l'armement au détriment de l'aide humanitaire, est déplorable. Le Gouvernement iraquien sacrifie son propre peuple en le plongeant dans la guerre pour la deuxième fois en 10 ans. Saddam Hussein ne cherche qu'à briser l'étau des sanctions prises contre son régime, mais il devra se résoudre à écouter la voix de la raison et de la logique et à éliminer le spectre de la guerre s'il veut aider les pays en développement à atteindre leurs buts légitimes.

ORGANISATION DES TRAVAUX

67. M. WOLFF (Colombie) fait observer que nombre des documents nécessaires à l'examen des points 86 et 87 de l'ordre du jour, prévu pour le jour suivant, n'ont pas encore été publiés et qu'on ne peut songer sérieusement à examiner ces points sans les documents correspondants.

68. Le retard dans la publication des documents est un problème chronique. Dans certains cas, les documents sont sortis, mais les délégations ne peuvent les obtenir. Dans d'autres cas, certaines délégations qui ont des amis au Secrétariat s'arrangent pour se procurer les documents à l'avance. C'est une question à la fois grave et délicate, car l'absence de documents entrave les travaux de la Commission.



69. Le PRESIDENT reconnaît que le problème n'est pas nouveau; il promet de s'en occuper et de s'enquérir des causes de retard dans la distribution de certains documents. La Commission voudra peut-être étudier la question en détail et prendre ultérieurement des mesures pour remédier à la situation.

70. M. STOPY (Secrétaire de la Commission) attire l'attention sur le document A/C.2/45/L.1/Add.1 concernant l'état d'avancement de la documentation destinée à la Commission et indique quels documents seront disponibles le jour suivant pour l'examen des points 86 et 87.

71. M. AGUILAR-HECHT (Guatemala) souscrit aux observations du représentant de la Colombie et déplore notamment que le rapport du Secrétaire général sur le Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale ne soit pas sorti.

72. Le Secrétaire de la Commission a indiqué qu'un certain nombre de documents seraient distribués le jour suivant, alors que la Commission devrait commencer à les examiner. Cette situation est totalement inacceptable. Sans vouloir critiquer le Président, M. Aguilar-Hecht est d'avis que le programme de travail du Comité doit être établi en fonction de la disponibilité des documents.

73. Le PRESIDENT suggère que la Commission commence ses travaux par l'examen des points pour lesquels les documents sont disponibles.

74. M. WOLFF (Colombie) dit que cette suggestion revient à demander purement et simplement aux délégations d'accepter le statu quo, ce que sa délégation n'est pas disposée à faire sans protester.

75. Le PRESIDENT fait observer qu'il n'est pas en son pouvoir de résoudre tous les problèmes. Il s'efforce de résoudre les plus urgents pour que la Commission puisse poursuivre ses travaux le lendemain.

76. M. BABA (Ouganda) a l'impression, d'après les remarques qu'il vient d'entendre, que certains documents sont publiés pour arranger certaines délégations, tandis que d'autres ne paraissent qu'à la dernière minute pour empêcher qu'ils soient examinés à fond avant que les décisions soient prises. M. Baba aimerait savoir si son impression est juste.

77. M. STOPY (Secrétaire de la Commission) déclare que la publication des documents du Secrétariat est étrangère à toute intention de favoritisme ou à toute tentative d'influencer les décisions de la Commission; elle ne répond à aucune considération d'ordre politique.

78. M. KANE (Sénégal) pense que la "majorité silencieuse" au sein de la Commission est, comme lui, en désaccord avec nombre des observations qui viennent d'être formulées. En fait, un certain nombre de représentants étaient prêts à prendre la parole à la prochaine séance de la Commission et il n'appartenait à aucune autre délégation de décider s'ils devaient le faire ou non. La délégation sénégalaise est d'accord avec le Président et ne doute pas que la Commission disposera en temps

M. Kane (Sénégal)

utile des documents nécessaires. De plus, celle-ci ne va procéder qu'à un examen général des questions et ne se prononcera sur aucun projet de résolution. Ceux qui conjecturent sur la manière dont les documents sont distribués feraient mieux de garder leurs réflexions pour eux.

79. Le PRESIDENT prie les membres de la Commission de ne pas politiser la question, qui est avant tout de nature technique.

80. M. HARRISON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) fait siennes les observations du représentant du Sénégal et appuie la démarche suggérée par le Président pour régler le problème réel soulevé par le représentant de la Colombie.

81. Les retards apportés à la publication des documents ont de nombreuses causes, dont certaines peuvent être attribuées au Secrétariat, mais la Commission a aussi sa part de responsabilité en ce que le nombre de documents qu'elle demande au Secrétariat de produire est beaucoup trop élevé. M. Harrison prie donc instamment la Commission de faire preuve de plus de mesure dans ses demandes de rapport au Secrétaire général.

82. M. FJAERTOFT (Norvège) souscrit aux observations des représentants du Sénégal et du Royaume-Uni et exprime sa confiance au Président et au Secrétariat.

83. M. WOLFF (Colombie) souligne qu'il n'a pas voulu s'en prendre au Président personnellement; il tient à répondre au représentant du Royaume-Uni, qui semble insinuer que les pays en développement demandent un trop grand nombre de rapports. On peut se demander quelle procédure le représentant du Royaume-Uni préconise pour la Commission, dont il semble vouloir changer les méthodes de travail.

84. M. STOBY (Secrétaire de la Commission) dit que le Secrétariat regrette les retards apportés à la publication des documents. Etant donné que la Deuxième Commission et le Conseil économique et social se préoccupent de cette question depuis de nombreuses années, il serait peut-être temps de se demander si le Secrétariat n'est pas dépassé par le volume de la documentation qu'on lui demande de produire.

85. Le PRESIDENT dit qu'il aurait préféré que ce soient les déclarations faites au cours du débat général qui aient suscité une telle passion.

86. M. HARRISON (Royaume-Uni) dit que le représentant de la Colombie a mal interprété ses propos. Il n'a accusé aucun groupe d'Etats en particulier de demander trop de rapports; la délégation britannique a elle-même participé au consensus dont ont fait l'objet de nombreux projets de résolution, dans lesquels étaient demandés des rapports. Sa remarque s'adressait à toutes les délégations.

La séance est levée à 18 h 5.